



---

## **CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**

### **Mercredi, 25 août 2021**

#### **Textes**

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Commissaire Serge Ntolo MINKO, porte-parole de la Police

#### **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, s'est entretenu lundi avec le Président Faustin Archange Touadéra. Le Représentant spécial et le Chef de l'Etat ont échangé sur la coopération entre la RCA et les Nations unies ainsi que sur les activités de la MINUSCA dans le cadre de la mise en œuvre de mandat de la Mission.

● La Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity, a pris part, mercredi dernier, à la 7ème session du Comité Stratégique du DDRR/RSS/Réconciliation nationale, présidée par le Chef de l'Etat. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'APPR, la rencontre s'est penchée sur les objectifs stratégiques à atteindre en matière de DDRR, de RSS et de réconciliation nationale à travers les différentes entités nationales avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

La MINUSCA se réjouit de la tenue de cette rencontre et réaffirme son soutien au Gouvernement dans ces trois secteurs, en conformité avec le mandat. Celui-ci prévoit, entre autres, d'appuyer les autorités de la RCA à mettre en œuvre un programme inclusif et progressif pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés ; d'offrir des conseils stratégiques et techniques pour mettre en œuvre la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et le plan national de défense, et d'utiliser les bons offices et les conseils techniques de la Mission à l'appui des efforts de lutte contre les causes profondes du conflit, en particulier pour faire avancer la réconciliation nationale.

● La journée de l'aide humanitaire, célébrée le 19 août, a été marquée par le déplacement à Bambari de la Représentante spéciale adjointe et coordonnatrice humanitaire, Denise Brown, et la ministre de l'Action humanitaire, Virgine Baikoua. L'objectif de la visite de deux jours était de célébrer la journée aux côtés des acteurs du terrain mais aussi de rencontrer les communautés victimes des incidents dramatiques de juin dernier. Les personnes ayant perdu leurs foyers vivent actuellement sur le site de la mosquée.

La Représentante spéciale adjointe s'est dit satisfaite de cette visite et a souligné l'urgente nécessité de résoudre la situation de ces déplacés, rappelant les échanges avec le préfet et d'autres acteurs locaux concernés afin d'identifier des solutions pour la communauté concernée. Elle a également appelé à la réconciliation entre les communautés à Bambari.

- La MINUSCA appelle les autorités administratives locales - les préfets, les sous-préfets et les maires -, à une meilleure coopération sur le terrain sur la base de la confiance mutuelle. Les chefs des 11 bureaux de terrain de la Mission ont été instruits à travailler dans cette direction.

La MINUSCA rappelle son mandat d'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat et reste engagée à poursuivre cette collaboration, notamment le soutien au déploiement des FACA, des forces de défense et de sécurité, de la chaîne pénale ainsi que des fonctionnaires de l'Etat.

La MINUSCA souligne que la présence des préfets et sous-préfets dans leurs zones de responsabilité a beaucoup facilité la tenue des élections de 2020-2021.

## **DDR**

La MINUSCA a entamé les préparatifs du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) pour le cycle 2021-2022. Le prochain CVR sera étendu à Ndélé et Birao, en plus des zones autour de Bouar, Bria, Kaga-Bandoro, Bangassou, Bossangoa et Bangui, actuellement concernées par le programme.

Dans ces dernières localités, les activités du programme CVR se poursuivent et portent sur des opportunités de « rémunération contre travail » (*cash for work*), le soutien au démarrage d'activités génératrices de revenu, des formations professionnelles ainsi que des sensibilisations à la paix et à la coexistence pacifique.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Au cours de la période du 17 au 23 août 2021, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 31 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 71 victimes (40 hommes, une femme, trois garçons, six filles, neuf enfants de sexe inconnu, et 12 adultes de sexe inconnu). La DDH a observé une augmentation du nombre d'incidents (121%) et de victimes (173%) par rapport à la semaine précédente (14 incidents, 26 victimes), en raison des nombreux incidents d'arrestations et de détentions. Les préfectures les plus touchées sont le Mbomou (neuf incidents, 25 victimes), la Mambéré-Kadéï et le Bamingui-Bangoran. En outre, six incidents, affectant 17 victimes, de détentions arbitraires ont été documentés à Bangui.

Les abus et violations enregistrés sont des exécutions extrajudiciaires (trois incidents, sept victimes), des menaces de mort (un incident, une victime), des cas de traitement cruel, inhumain et dégradant (sept incidents, 24 victimes), des cas de torture (trois incidents, trois victimes), des menaces à l'intégrité physique et mentale (un incident, une victime), des violences sexuelles liées au conflit (cinq incidents, cinq victimes), des cas de détention arbitraire (neuf incidents, 27

victimes), des attaques contre le personnel de maintien de la paix (un incident, une victime) et taxation illégale (un incident, deux victimes).

Les groupes armés sont les auteurs présumés de 12 incidents (38.70% du nombre total) affectant 30 victimes (42.25%). Il s'agit de la CPC (huit incidents et 24 victimes), du 3R (deux incidents et quatre victimes), du FPRC (un incident et une victime) et de la coalition FPRC/MPC (un incident et une victime).

Les forces de l'Etat et les autres personnels de sécurité sont les auteurs présumés de 19 incidents (61.29%) affectant 41 victimes (57.74%).

## **PROTECTION DE L'ENFANT**

- La MINUSCA a documenté 13 violations graves des droits des enfants entre le 13 et le 18 août, dont les présumés auteurs sont les groupes armés ainsi que des forces étatiques et autres acteurs de sécurité. La division de la protection de l'enfance de la MINUSCA a constaté une hausse par rapport à la semaine précédente (11 violations). Deux enfants ont été mortellement atteints par des balles perdues lors d'affrontements opposant les forces étatiques et autres acteurs de sécurité aux rebelles. Sept cas de recrutement et utilisation d'enfants ont également été documentés ainsi qu'une attaque contre une école et un déni d'accès humanitaire.

La MINUSCA a également organisé cinq sessions de sensibilisation sur la protection des violations graves des droits des enfants. Ces sessions ont eu lieu à Bouar, Kaga-Bandoro, Bria et Bangui, devant 365 participants (138 femmes), représentant les communautés, des ONGs et le personnel de la MINUSCA.

## **BUREAUX RÉGIONAUX**

- Dans le cadre des préparatifs de la cartographie électorale, le bureau électoral régional de la MINUSCA à Bria poursuit son appui aux sous-préfets et maires de la Haute-Kotto dans l'élaboration des listes des quartiers et villages des différentes communes de la préfecture. Par ailleurs, une mission d'évaluation de la campagne de sensibilisation et d'éducation civique électorale conduite par le PNUD/PAPEC s'est déroulée dans la Haute-Kotto les 17 et 18 août avec l'appui du bureau électoral régional de la Mission.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 24 août 2021:

- Cas accumulés	837
- Cas guéris	816
- Cas actifs	4
- Décès	8

La situation sécuritaire cette semaine a été préoccupante, du fait des actions des éléments des groupes armés contre les populations mais aussi de leurs tentatives de retour dans leurs anciennes zones d'influences, particulièrement au centre, originant des affrontements avec les forces de défense et de sécurité. A cela s'ajoutent les extorsions des populations par des milices d'autodéfense et des supposés éléments de l'UPC particulièrement dans l'est du pays. Les activités de soutien aux populations se poursuivent dans tous les secteurs, la célébration de la fête nationale a été mise à profit par certaines unités pour appuyer les plus vulnérables.

Le commandant de la Force, le Général Sidiki Daniel Traoré s'est rendu au Cameroun et au Gabon, dans la période du 12 au 22 août accompagné d'une délégation d'officiers de son état-major. Cette visite auprès de ces pays contributeurs de troupes à la MINUSCA rentre dans le cadre du renforcement des échanges avec ces derniers, pour une meilleure prise en compte des aspects opérationnels et logistiques liés aux déploiements des casques bleus.

Les échanges avec les autorités militaires camerounaises et gabonaises ont permis, au-delà de la reconnaissance de la mission pour leur contribution à la paix en RCA, de communiquer sur les attentes de la mission. Le commandant de la Force et son état-major ont également visité les centres de préparation au déploiement des futurs casques bleus et d'apprécier leur niveau d'entraînement et l'engagement continu de ces pays à contribuer à une paix et une stabilité globale. Le Cameroun et le Gabon ont récemment consenti des efforts financiers conséquents pour renouveler les équipements majeurs de leur contingent respectif déployé à Bossangoa et Alindao, respectivement.

Au cours de ces dernières semaines, plusieurs engins blindés, des véhicules et d'autres matériels de soutien ont été acheminés en RCA pour remplacer les matériels mis à rude épreuve par plusieurs années d'opérations sur des routes difficiles. Les autorités camerounaises et gabonaises ont également réaffirmé leur volonté et leur engagement à continuer d'œuvrer pour soutenir le processus de paix en République centrafricaine.

Dans l'ouest de la RCA, les éléments des groupes armés ont été les principaux responsables des activités criminelles et des exactions contre les populations civiles et pour lesquelles une légère diminution a été notée. Des mouvements d'éléments de l'UPC ont été signalés à certains endroits, notamment aux environs du village de Kamba Kota et une patrouille a été aussitôt envoyée dans la zone. Cependant, les mouvements sont entravés par l'indisponibilité du ferry permettant de franchir l'Ouham dans la zone.

Les opérations de déminage initiés dans l'ouest du pays ont permis de couvrir 40km sur l'axe Nguiabouar-Dongmbaïke, mais ont été entravées et n'ont pu se poursuivre au-delà de Bondiba. Plus à l'est, il a été noté une résurgence des entraves aux opérations de la Force par différents acteurs et qui constituent des violations du SOFA et un frein à la mise en œuvre du mandat. Le leadership de la Mission a entrepris une coordination avec les autorités nationales pour la résolution de ces problèmes. Les opérations de sécurisation par les différentes unités se poursuivent notamment avec des patrouilles robustes organisées pour entraver les mouvements des éléments armés, dissuader et prévenir les violences contre les populations civiles.

Au centre, la situation sécuritaire a connu une légère accalmie mais reste volatile. Les éléments armés restent les principaux responsables de l'insécurité par leurs attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, et par leurs tentatives de regroupement dans leurs anciens bastions. La Force a renforcé les mesures sécuritaires dans les zones d'Alindao et de Bambari pour palier à d'éventuelles activités des éléments armés. Les débordements survenus en marge des opérations de fouille menées par les FACA et les autres forces de sécurité en particulier les saccages de maisons de suspects, les arrestations et disparitions d'éléments armés démobilisés du MPC et du FPRC dans le cadre du DDR contribuent à créer une certaine tension.

À l'est, la situation a été également précaire. Les taxations illégales et les autres activités des éléments de l'UPC principalement contribuent à maintenir l'insécurité. Les éléments armés ont attaqué la base des casques bleus marocains à Zémio le 13 août, mais la réponse robuste de l'unité les a mis en déroute. Des incidents similaires se sont également produits avec les forces de défense et de sécurité, notamment dans les environs de Gambo. Les opérations de sécurisation se poursuivent, à Bakouma où le contrôle de zone est opéré ainsi qu'autour des principales localités du Mbomou et du Haut-Mbomou.

## **ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

Dans le cadre des activités civilo-militaire, les casques bleus de la MINUSCA, poursuivent leurs opérations de soutien aux populations civiles.

À Bangui, les unités de la JTFB continuent d'apporter leur soutien aux populations en eau potable. Ainsi 73.100 litres ont été distribués au profit de 4050 bénéficiaires.

Dans l'ouest, dans le cadre des projets à impact rapide (QIPs), les casques bleus tanzaniens ont réalisé deux salles de cours au profit des élèves d'une école à Berbarati. En plus de l'appui médical aux populations, le bataillon bangladais de Bouar a réhabilité le monument central de la ville symbolisant l'indépendance du pays. De leur côté, les casques bleus camerounais, ont finalisé les travaux sur le pont de Nzalpa et mené des campagnes de consultation médicale au profit des villages de Bowara et Bossangoa.

Au centre, dans les localités de Kaga-Bandoro, Mbrès, Ndélé, Batangafo, les casques bleus pakistanais ont, à l'occasion des festivités marquant le 61<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la RCA, organisé plusieurs activités sportives dans le but de raffermir les liens avec les populations. Dans la ville de Mbrès, en plus des soins médicaux, plusieurs personnes handicapées ont bénéficié de fauteuils roulants.

Dans l'est du pays, précisément à Bangassou, l'unité pakistanaise du génie avait à l'occasion de la fête de l'indépendance partagé un repas avec les autorités locales et plusieurs familles. A Bria, les casques bleus féminins du contingent zambien ont offert des vivres, des habits, de l'eau à la doyenne de la ville, au profit de laquelle une maison avait été construite il y a quelques mois.

En sus de ses actions, les équipes dédiées aux activités civilo-militaires conduisent de façon régulière des campagnes de sensibilisation auprès des communautés sur la culture du vivre

ensemble, la prévention des violences basées sur le genre et les préventions des exploitations et abus sexuels.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, assiste ce matin à la cérémonie de sortie des élèves-gardiens de la paix et officiers de police, présidée par le Chef de l'Etat. Le commissaire de police Christophe Bizimungu, chef de la composante police de la MINUSCA, sera représenté par le chef du pilier développement d'UNPOL

Au cours de la semaine écoulée, la composante police de la MINUSCA, a entrepris des activités diverses avec comme protagonistes le commandant de ladite entité et des Unpol à travers le territoire centrafricain. Le 18 août, dans la foulée de ses visites de prise de contact et de vérification des conditions de vie et de travail de ses collaborateurs, le chef de la composante police de la MINUSCA, a visité l'unité de police constituée du Cameroun (CAM-FPU2) sise au camp Jackson à Bangui. Le 20 août, c'était le tour de l'unité de police de protection rapprochée du Rwanda (RWA-PSU) d'être visitée. Cette unité s'occupe des escortes et de la protection rapprochée des hautes personnalités de la République centrafricaine.

Le 18 août, poursuivant son appui aux forces de sécurité intérieures (FSI), dans le domaine de la restauration de l'autorité de l'Etat, la Police de la MINUSCA a procédé à la remise du nouveau bâtiment équipé du commissariat spécial de police de Béloko, dans la Nana-Mambéré. Ladite infrastructure d'une valeur de 25.000.000 FCFA, a été remise au cours d'une cérémonie présidée par le secrétaire général de ladite Préfecture, en présence du maire de la localité, des responsables des forces de sécurité et de défense centrafricaines, d'UNPOL et du chef de bureau de la Mission à Bouar.

Dans son allocution, le chef du bureau de la mission a exhorté les forces de sécurité intérieure (FSI) et les populations à prendre soin de cet ouvrage qui servira leurs intérêts et les a appelées à promouvoir la police de proximité, gage d'une paix durable. À son tour, le maire de la localité de Koude après avoir remercié la MINUSCA pour la réalisation dudit projet à impact rapide a, sollicité de cette institution, la construction d'une clôture autour du nouvel édifice et la construction d'une brigade de Gendarmerie à Koude, commune située à 47 kilomètres de Béloko.

Hier 24 août, UNPOL par la voix du conseiller en ressources humaines, représentant le chef de la composante police de la MINUSCA, a procédé à la remise du complément du projet de réhabilitation des geôles de l'unité mixte d'intervention rapide et de répression de violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR). Cette rétrocession d'une valeur de 16.000.000 FCFA, s'est tenue au siège de l'UMIRR, en présence du directeur des services de la police judiciaire, le contrôleur général de police, en représentation du ministre de l'Intérieur chargée de la sécurité publique.

Le représentant d'UNPOL a précisé que cette remise rentre dans la ligne d'exécution de 34 projets qui seront remis progressivement à la partie nationale jusqu'à la fin de 2021. Pour sa part, le contrôleur général, a remercié la Minusca pour la réalisation de ces œuvres qui contribuent à protéger les droits humains pendant la détention, félicitant ainsi le travail des FSI.

Le 19 août, UNPOL a pris part à une mission conjointe d'évaluation sécuritaire dans la sous-préfecture de Mbrès, conduite par la cheffe de bureau de la MINUSCA de Kaga-Bandoro et sous escorte de la force pakistanaise. A son arrivée sur l'autorité administrative a informé ses hôtes sur la situation sécuritaire, caractérisée notamment par une attaque de deux individus la semaine écoulée sur l'axe Bakala, les attaques à mains armées sur l'axe Koukourou (PK70) et des irruptions sporadiques des groupes armés sur les routes dépossédant ainsi les usagers. Au vu des difficultés, la construction d'un nouveau bâtiment de la brigade de gendarmerie été projetée par l'autorité de la MINUSCA en lieu et place de l'ancien bâtiment en état de vétusté afin de protéger les populations des exactions.

Le 20 août, le conseiller en matière de ressources humaines et le coordonnateur de la formation d'UNPOL, un représentant du PNUD spécialiste de la réforme du secteur de sécurité et le Directeur Général de la Gendarmerie centrafricaine, ont tenu une session de travail, en vue de l'élaboration du projet d'arrêté conjoint portant procédure de sélection et de formation des officiers de police judiciaires en RCA. A l'issue dudit atelier toutes les parties se sont accordées sur une planification qui leur permettra de mieux asseoir le projet.

En matière de mentoring et monitoring, les officiers UNPOL ont poursuivi des échanges avec leurs homologues FSI à Bangui et en régions sur différents thèmes, parmi lesquels « l'ordre de garde à vue », « le respect des droits des réfugiés », « les règles de bases en sûreté aéroportuaire et la perspective du genre en Inspection Filtrage », « les missions d'un enquêteur en Police Judiciaire », « la technique d'approche de la population dans le cadre de la police de proximité et le rapprochement des FSI d'avec la population », « l'éthique, la déontologie et la diligence dans le traitement des dossiers judiciaires », « les conséquences du non-respect du délai de garde à vue », et « les mandats de justice lors de la patrouille pédestre ».

A Bria, dans la Haute-Kotto, les officiers UNPOL, ont sensibilisé pendant leur colocation le 19 août, un groupe de 12 femmes, au commissariat de police de ladite ville, sur les mutilations génitales féminines. Cette session visait à expliquer aux participantes que cette pratique constitue une violation des droits humains et un crime punissable par la loi.

## **APPUI OPERATIONNEL**

Les états-majors intégrés de la MINUSCA à travers leurs unités de police constituées et les officiers de police individuels conjointement avec les FSI, poursuivent les patrouilles diurnes et nocturnes sur les différents artères et carrefours sensibles de Bangui et en régions. Cette posture renforcée et dynamique, a permis l'interpellation de 258 auteurs d'infractions sur le territoire national, contre 217 la semaine dernière.

A Bambari, l'unité de police constituée congolaise, a assuré du 19 au 20 août, la sécurisation des différentes étapes de la visite conjointe de la ministre de l'Action humanitaire et de la

réconciliation nationale et la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et coordonnatrice humanitaire en Centrafrique.

Le 22 août, les équipes UNPOL en colocation au commissariat du 5<sup>e</sup> arrondissement, ont appuyé leurs homologues des FSI dudit commissariat dans les constatations et ouverture d'enquête, d'un cas de noyade d'un enfant de 13 ans dans un étang de 3 mètres de profondeur au quartier Bercail Fontaine.

**© SCPI 2021**